110e Année. – N° 11 | RÉPUBLIQUE FRANÇAISE | 15 Avril 1961.
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ
Page 1 EXPOL 1 sur 15

# JOURNAL OFFICIEL

## DE LA

# POLYNÉSIE FRANÇAISE

PARAISSANT LE 15 ET LE DERNIER JOUR DE CHAQUE MOIS

Matahiti 110
N° 11

TE VEA A TE HAU NO POLYNESIA FARANI

Mahana 15
no Eperera 1961

ABONNEMENTS

| | Un an | Six mois | 3 mois |
|---|---|---|---|
| | (Francs Pacific) | | |
| Polynésie française. | 180 fr. | 100 fr. | 60 fr. |
| France et territoires d'Outre-mer .... | 190 fr. | 105 fr. | 60 fr. |
| Etranger..... .... | 265 fr. | 130 fr. | 70 fr. |

PRIX DU NUMERO :

Polynésie, France et T.O.M. : 15 fr. – Etranger : 20 fr.
Les demandes d'abonnement et d'annonces devront être adressées au Chef de l'Imprimerie à Papeete.
Les abonnements et les annonces sont payables d'avance.
*Les annonces doivent parvenir à l'Imprimerie au plus tard 6 jours avant la parution du journal.*

ANNONCES ET AVIS

Annonces judiciaires, commerciales et annonces diverses : la ligne..... 15 fr
Les mêmes renouvelées : la ligne..... 7 fr.
Publication de sociétés philanthropiques, littéraires, scientifiques, sportives, etc. 7 fr.

## SOMMAIRE

### PARTIE OFFICIELLE

### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

### TEXTES OFFICIELS PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

Pages

1961 18 fév. Décret n° 61-173 relatif aux traitements et soldes des personnels civils et militaires de l'Etat (J.O.R.F. du 19 février 1961, page 1847) . . 174

Exequatur accordés à MM. Herbert Nöhring et Bengt Emmerick Danielsson . . . . . 174

### ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

29 mars Arrêté n° 690 AA autorisant l'installation d'un groupe électrogène à Papara . . . . . 175

29 mars Arrêté n° 708 AA autorisant l'installation d'un atelier de scierie et de menuiserie à Papara . 175

31 mars Arrêté n° 716 CAB/MIL sur l'alimentation de la troupe et des animaux applicable pour compter du 1er avril 1961 . . . . . 175

1er avril Arrêté n° 724 AA admettant certains condamnés à bénéficier des dispositions de la loi du 14 août 1885 sur la libération conditionnelle . 177

4 avril Arrêté n° 725 J portant désignation des membres du conseil du contentieux administratif . . 177

4 avril Arrêté n° 734 AA/F rendant exécutoire la délibération n° 61-31 du 16 mars 1961 de l'assemblée territoriale portant ouverture de crédits supplémentaires au budget local, exercice 1960 . . . . . 178

5 avril Arrêté n° 747 AA autorisant un relégué à bénéficier des dispositions de l'article 36 du décret du 26 novembre 1885 portant règlementation d'administration publique pour l'application de la loi du 27 mai 1885 sur la relégation des récidivistes . . . . . 178

12 avril Arrêté n° 780 AA/AEPlan rendant exécutoire la délibération n° 61-34 du 24 mars 1961 de l'assemblée territoriale . . . . . 179

Rectificatif n° 675 bis AGR du 24 mars 1961 à la décision n° 628 AGR du 18 mars 1961 . . 180

Extraits . . . . . 180

### AVIS OFFICIELS

Caisse centrale de coopération économique.— Avis n° 373 . . 181

Service du cadastre.— Avis complémentaire concernant le bornage dans la vallée de Vaitepiha (Tautira) . . . . . 182

Service du cadastre.— Complément à l'avis paru au J.O.P.F. du 31 mars 1960 (vallées Temarua, Taharuu, Haumaua et Taapua), (Papara) . . . . . 183

Service météorologique.— Observations météorologiques pendant le mois d'octobre 1960 . . . . . 186

### PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces judiciaires . . . . . 183

Annonces diverses . . . . . 185

Page LEXPOL

# PARTIE OFFICIELLE

## ACTES DU POUVOIR CENTRAL

### TEXTES OFFICIELS PUBLIÉS A TITRE D'INFORMATION

DECRET n° 61-173 du 18 février 1961 *relatif aux traitements et soldes des personnels civils et militaires de l'Etat.*

Le Président de la République,

Sur le rapport du Premier ministre, du ministre délégué auprès du premier ministre, du ministre des finances et des affaires économiques et du secrétaire d'Etat aux finances,

Vu les ordonnances n° 45-14 du 6 janvier 1945 portant réforme des traitements des fonctionnaires de l'Etat et n° 45-1280 du 25 juin 1945 portant réforme du régime des soldes des militaires des armées de terre, de mer et de l'air ;

Vu la loi n° 60-1384 du 23 décembre 1960 (loi de finances pour 1961) ;

Vu le décret n° 48-1108 du 10 juillet 1948 portant classement hiérarchique des grades et emplois des personnels civils et militaires de l'Etat relevant du régime général des retraites ;

Vu le décret n° 55-866 du 30 juin 1955 modifié portant remise en ordre des traitements et soldes des personnels civils et militaires de l'Etat ;

Vu le décret n° 60-166 du 24 février 1960 relatif aux traitements et soldes des personnels civils et militaires de l'Etat, modifié par les décrets n° 60-796 du 2 août 1960 et n° 60-1006 du 17 septembre 1960 ;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète :

Article 1er.— Les traitements résultant, pour les personnels civils et militaires de l'Etat, du décret susvisé du 24 février 1960, modifié par les décrets du 2 août 1960 et 17 septembre 1960, sont majorés de 2 p. 100 à compter du 1er mars 1961.

En application des dispositions ci-dessus, le traitement soumis à retenue pour pension afférent à l'indice 100 est fixé à 2.453 NF à compter du 1er mars 1961.

Art. 2.— L'article 5 du décret susvisé du 30 juin 1955, modifié par l'article 2 du décret n° 56-264 du 17 mars 1956, est modifié comme suit à compter du 1er mars 1961 :

« Le montant de l'indemnité de résidence, calculé comme il est indiqué à l'article précédent, est abondé pour chaque point d'écart entre l'indice brut 300 et l'indice brut inférieur considéré, conformément au tableau ci-dessous :

| Zones de salaires | Montant de l'abondement par point. |
|---|---|
| | Nouveaux francs |
| Sans abattement | 2,60 |
| Comportant un abattement de 2,22 p. 100 | 2,50 |
| Comportant un abattement de 3,11 ou 3,56 p. 100 | 2,40 |
| Comportant un abattement de 4,45 p. 100 | 2,30 |
| Comportant un abattement de 5,33 ou 5,78 p. 100 | 2,24 |
| Comportant un abattement de 6,66 p. 100 | 2,14 |
| Comportant un abattement de 7,56 ou 8 p. 100 | 2,04 |

« Toutefois, le montant de l'abondement ne peut excéder les chiffres prévus au tableau ci-après :

| Zones de Salaires | Abondement maximum. |
|---|---|
| | Nouveaux francs |
| Sans abattement | 388 |
| Comportant un abattement de 2,22 p. 100 | 372 |
| Comportant un abattement de 3,11 ou 3,56 p. 100 | 357 |
| Comportant un abattement de 4,45 p. 100 | 347 |
| Comportant un abattement de 5,33 ou 5,78 p. 100 | 337 |
| Comportant un abattement de 6,66 p. 100 | 321 |
| Comportant un abattement de 7,56 ou 8 p. 100 | 306 |

Art. 3.— Le barème inclus dans l'article 4 du décret susvisé du 24 février 1960 est modifié comme suit à compter du 1er mars 1961 :

| Indices bruts | Toutes zones |
|---|---|
| 100 à 135 inclus | 673 NF. |
| Par point d'indice brut supplémentaire | Réduction de 12,24 NF. |

Art. 4.— Le Premier ministre, le ministre délégué auprès du Premier ministre, le ministre des finances et des affaires économiques et le secrétaire d'Etat aux finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 18 février 1961.

C. DE GAULLE.

Par le Président de la République :

*Le Premier ministre,*

Michel DEBRE.

*Le ministre des finances et des affaires économiques,*

Wilfrid BAUMGARTNER.

*Le ministre délégué auprès du Premier ministre,*

Pierre GUILLAUMAT.

*Le secrétaire d'Etat aux finances,*

Valéry GISCARD D'ESTAING.

## EXEQUATUR

L'exéquatur est accordé à M. Herbert Nohring, consul de la République fédérale d'Allemagne pour la Polynésie française, avec résidence à Wellington.

L'exéquatur est accordé à M. Bengt Emmerik Danielsson, consul de Suède à Papeete, avec juridiction sur le territoire de la Polynésie française.

## ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

ARRÊTÉ n° 690 AA du 29 mars 1961 *autorisant l'installation d'un groupe électrogène à Papara.*

Le Gouverneur, Chef du territoire de la Polynésie française, Commandeur de la Légion d'Honneur,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un Conseil de gouvernement et extension des attributions de l'Assemblée territoriale dans la Polynésie française, modifié par l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 ;

Vu le décret du 10 mai 1882 sur les établissements dangereux et incommodes à la Guadeloupe, rendu applicable en Polynésie française par décret du 21 juin 1887 ;

Vu l'arrêté n° 421 PTT du 23 mars 1951 déterminant les obligations des détenteurs d'installations ou d'appareils électriques ;

Vu la demande du 7 juin 1960 formulée par Mlle Mon Sen Mou Yon c.i. n° 7018 et les résultats de l'enquête de commodo et incommodo ouverte le 30 juin au 15 juillet 1960 ;

Vu l'avis émis, en sa séance du 23 mars 1961, par le comité d'hygiène et de salubrité publique,

ARRÊTE :

Article 1er. — Mlle Mon Sen Mou Yon c.i. n° 7018 est autorisée à installer à Papara un groupe électrogène actionné par un moteur lister de 3 kwhs (110 volts), pour l'éclairage de son magasin et autres usages personnels.

Art. 2. — Le moteur devra être antiparasité et muni d'un dispositif de silencieux à l'échappement.

Art. 3. — Le chef du service des travaux publics et des mines est chargé de l'application du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 29 mars 1961.

*Le gouvernenr,*

Par délégation :

*Le secrétaire général,*

J. HUBER.

ARRÊTÉ n° 708 AA du 29 mars 1961 *autorisant l'installation d'un atelier de scierie et de menuiserie à Papara.*

Le Gouverneur, Chef du territoire de la Polynésie française, Commandeur de la Légion d'Honneur,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un Conseil de gouvernement et extension des attributions de l'Assemblée territoriale dans la Polynésie française modifié par l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 ;

Vu le décret du 10 mai 1882 sur les établissements dangereux et incommodes, à la Guadeloupe, rendu applicable en Polynésie française par décret du 21 juin 1887 ;

Vu l'arrêté n° 421 PTT du 23 mars 1951 déterminant les obligations des détenteurs d'installations ou d'appareils électriques ;

Vu la demande du 14 novembre 1960 formulée par Madame Koen Siou Wong Hen et les résultats de l'enquête de commodo et incommodo ouverte le 1er janvier au 15 janvier 1961 ;

Vu l'avis émis, en sa séance du 23 mars 1961, par le comité d'hygiène et de salubrité publique ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 29 mars 1961,

ARRÊTE :

Article 1er.— Mme Koen Siou Wong Hen est autorisée à insinstaller à Papara - P.K. 36,500, un atelier de scierie et de menuiserie.

Art. 2.— Le fonctionnement des machines devra être limité aux heures de travail diurnes.

Art. 3.— Le chef du service des travaux publics et des mines est chargé de l'application du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 29 mars 1961.

A. GRIMALD.

ARRÊTÉ n° 718 CAB/MIL du 31 mars 1961 *sur l'alimentation de la troupe et des animaux, applicable pour compter du 1er avril 1961.*

Le Gouverneur de la Polynésie française, Commandeur de la Légion d'Honneur,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'I.M. n° 18970 AM/P/ORG/INT/INT/MB/DSS/SC/CDE du 22 septembre 1955 sur le service de l'alimentation dans les corps de troupe stationnés dans les départements et les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer ;

Vu la circulaire n° 12.382 INT/3/DAM du 11 avril 1946 prescrivant la tenue des comptes en francs métropolitains ;

Vu la circulaire n° 18.824/DAOM/INT/2BE/DC/CDE/211 du 11 décembre 1959 prescrivant la mise en application du nouveau franc outre-mer ;

Sur proposition du commandant supérieur des troupes et après avis de l'intendant militaire,

Arrête :

Article 1er.— L'arrêté n° 5393/DAT/BIMAP sur l'alimentation de la troupe est abrogé et remplacé par les dispositions ci-après, prenant effet pour compter du 1er avril 1961.

Page LEXPOL 4 sur 11

## TABLEAU I

*Prix de cession à Papeete des denrées délivrées par le service de l'intendance.*

| Désignation des denrées | Unité | Prix net de cession en N F. métropolitains |
|---|---|---|
| Bœuf assaisonné (boîte de 280 g) | N | 1 76 |
| Café sec emparché | Kgr. | 3 85 |
| Riz | Kgr. | 0 66 |
| Saindoux | Kgr. | 2 31 |
| Lentilles | Kgr. | 1 76 |
| Haricots secs | Kgr. | 1 54 |
| Sel | Kgr. | 0 33 |
| Sucre | Kgr. | 0 88 |
| Poivre | Kgr. | 6 82 |
| Vin rouge ordinaire | Litre | 1 76 |
| Vinaigre | Litre | 1 21 |
| Rhum | Litre | 6 60 |
| *Rations conditionnées* : | N | — |
| Individuelles | N | Gratuit (1) |
| Collectives | N | Gratuit (1) |

(1) Lorsque le commandement donne l'ordre de consommer des rations conditionnées, celles-ci sont délivrées à titre gratuit et les unités ne se créditent d'aucune prestation d'alimentation (y compris l'indemnité représentative de la ration de tabac, lorsque les cigarettes sont incluses dans les rations).

## TABLEAU II

*Composition et évaluation du taux de l'indemnité représentative de la ration normale à allouer aux troupes européennes et originaires stationnées en Polynésie française*

(*Par homme et par jour*)

| Désignation des denrées entrant dans la composition de la ration | Taux de la ration | Prix unitaire en N.F. | Nombre de journées de consommation | Décomptes en N.F. |
|---|---|---|---|---|
| **I.- Vivres administratifs** | | | | |
| *a) Par jour* : | | | | |
| Pain | 0,600 | 0,687 | 1 | 0,412 |
| Vin | 0,500 | 1,760 | 1 | 0,880 |
| Café sec emparché | 0,023 | 3,850 | 1 | 0,088 |
| Sucre | 0,030 | 0,880 | 1 | 0,026 |
| Sel | 0,025 | 0,330 | 1 | 0,008 |
| Mazout | 0,250 | 0,240 | 1 | 0,060 |
| Total *a*) | | | | 1,474 |
| *b) Par semaine* : | | | | |
| 1°) Viande ou produits de substitution : | | | | |
| Viande fraîche | 0,325 | 4,125 | 4 1/2 | 6,032 |
| Conserve de viande | 0,200 | 6,280 | 1 | 1,256 |
| Poisson frais | 0,450 | 2,386 | 1 | 1,073 |
| Volaille | 0,350 | 6,875 | 1/2 | 1,203 |
| 2°) Légumes secs ou produits de substitution : | | | | |
| Légumes secs | 0,120 | 1,65 | 2 | 0,396 |
| Riz | 0,120 | 0,66 | 1 | 0,079 |
| Pâtes alimentaires | 0,120 | 2,20 | 1 | 0,264 |
| Pommes de terre | 0,600 | 0,88 | 3 | 1,584 |
| Total *b*) | | | | 11,887 |
| soit par jour | | | | 1,698 |
| Total de l'I.R.R. | | | | 3,172 |
| arrondi à | | | | 3,19 |

## TABLEAU III

*Composition et évaluation du taux de l'indemnité représentative de la ration de campagne à allouer aux troupes européennes et originaires stationnées en Polynésie française*

(*Par homme et par jour*).

| Désignation des denrées entrant dans la composition de la ration | Taux de la ration | Prix unitaire en N.F. | Nombre de journées de consommation | Décomptes en N.F. |
|---|---|---|---|---|
| **I.- Vivres administratifs** | | | | |
| *a) Par jour* : | | | | |
| Pain | 0,750 | 0,687 | 1 | 0,515 |
| Vin | 0,500 | 1,760 | 1 | 0,880 |
| Café sec emparché | 0,039 | 3,850 | 1 | 0,150 |
| Sucre | 0,050 | 0,880 | 1 | 0,044 |
| Sel | 0,025 | 0,330 | 1 | 0,008 |
| Mazout | 0,25 | 0,240 | 1 | 0,060 |
| Rhum | 0,030 | 6,60 | 1 | 0,198 |
| Total *a*) | | | | 1,855 |
| *b) Par semaine*: | | | | |
| 1°) Viande ou produits de substitution : | | | | |
| Viande fraîche de bœuf | 0,400 | 4,125 | 4 | 6,600 |
| Conserves de viande | 0,265 | 6,280 | 2 | 3,328 |
| Poisson frais | 0,600 | 2,386 | 1 | 1,431 |
| 2°) Légumes secs ou produits de substitution : | | | | |
| Légumes secs | 0,150 | 1,65 | 2 | 0,495 |
| Riz | 0,150 | 0,66 | 1 | 0,099 |
| Pâtes alimentaires | 0,150 | 2,20 | 1 | 0,330 |
| Pommes de terre | 0,750 | 0,88 | 3 | 1,980 |
| Total (*b*) | | | | 14,263 |
| soit par jour | | | | 2,037 |
| Total de l'I.R.R. | | | | 3,892 |
| arrondi à | | | | 3,96 |

## TABLEAU IV

*Taux de l'indemnité représentative de la ration de tabac.*

Européens et originaires..... 0,22

## TABLEAU V

*Taux de l'indemnité différentielle d'alimentation allouée aux sous-officiers servant pendant la durée légale.*

Européens et originaires : $(7,48 + 0,88) - (3,19 + 0,99) = 4,18$

TABLEAU VI

*Composition et évaluation du taux du supplément n° 1 à la ration normale à allouer aux troupes stationnées en Polynésie française*

*(Par homme et par jour)*

| Désignation des denrées entrant dans la composition du supplément | Taux | Prix unitaire en N F. | décomptes journaliers en N F |
|---|---|---|---|
| Pain | 0,050 | 0,687 | 0,034 |
| Café sec emparché | 0,005 | 3,650 | 0,019 |
| Sucre | 0,003 | 0,880 | 0,003 |
| Viande fraîche de bœuf | 0,050 | 4,125 | 0,206 |
| Total | | | 0,262 |
| arrondi à | | | 0,33 |

TABLEAU VII

*Taux de la prime d'ordinaire à allouer aux troupes stationnées en Polynésie française.*

Européens et originaires. . . . . 0,99

TABLEAU VIII

*Taux des primes éventuelles.*

Néant

TABLEAU IX

*Taux de l'indemnité représentative de la ration de fourrages.*

Néant

Art. 2.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Papeete, le 31 mars 1961.

*Le gouverneur,*

Par délégation :

*Le secrétaire général,*

J. HUBER.

---

ARRETE n° 724 AA du 1er avril 1961 *admettant certains condamnés à bénéficier des dispositions de la loi du 14 août 1885 sur la libération conditionnelle.*

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu la loi du 14 août 1885, sur la libération conditionnelle, titres 1 et 2, promulguée dans la colonie par arrêté du 9 décembre suivant ;

Vu la dépêche ministérielle du 4 juin 1887, relative à l'application aux colonies de la loi sus-visée ;

Vu les avis émis le 23 mars 1961 par la commission de surveillance des prisons, en application des articles 31 et 34 de l'arrêté n° 1074 a.p.a. du 25 août 1951 portant refonte du régime des prisons du territoire,

Arrête :

Article 1er.— Les condamnés désignés ci-après, sont admis à bénéficier des dispositions de la loi du 14 août 1885, sur la libération conditionnelle :

A.— *Détenus de la maison d'arrêt de Papeete*

— Kavera Pipikura, condamné par jugement du tribunal correctionnel, le 27-10-1959, à un an de prison, le 15-12-59, à un mois de prison, le 3-5-60 à deux mois de prison.

— Tanetoa Iteraera, condamné par jugement du tribunal criminel le 6-5-1959, à six ans de reclusion.

— Maruhi Tutemehau, condamné par jugement du tribunal criminel les 19, 20 et 21-10-1959 à quatre ans de prison.

— Tcheng Kim Siang, condamné par jugement du tribunal criminel les 19, 20 et 21-10-1959 à trois ans de prison.

— Teahotoga Mako, condamné par jugement du tribunal supérieur d'appel le 3-9-1959 à deux ans de prison.

— Flores Atuatunoa, condamné par jugement du tribunal supérieur d'appel, le 4-2-1960 à dix huit mois de prison.

— Temauri Tepui, condamné par jugement du tribunal correctionnel, le 21-6-1958 à six mois de prison.

— Punuarii Tetuarii, condamné par jugement du tribunal criminel, le 24-3-1960 à deux ans de prison.

— Tupaia Tahiti, condamné par jugement du tribunal correctionnel, le 7-6-1960 à dix mois de prison.

— Piere Tinirau Tiaipoi, condamné par jugement du tribunal correctionnel, le 8 décembre 1959 à huit mois de prison.

B.— *Détenus de la prison de Taiohae*

— Teikitohe Judith Kohua, condamnée le 27 février 1960 à deux ans de prison.

— Ohotoua Mathias Moetiu Martin, condamné le 27 mai 1960 à un an de prison.

En conséquence, après notification du présent arrêté et remise aux intéressés d'un permis de libération, ils seront mis en liberté et pourront y être laissés jusqu'à expiration de leur peine.

Art. 2.— Ils feront connaître la localité où ils désirent se fixer et devront s'y rendre sans retard.

Toutes les fois qu'ils auront l'intention de changer de domicile, ils en aviseront préalablement le service de la sûreté ou la brigade de gendarmerie. Cette disposition n'est pas applicable aux déplacements momentanés, à moins qu'une décision spéciale ne le prescrive.

Art. 3.— Le présent arrêté pourra être rapporté et le bénéfice de la libération conditionnelle retiré aux intéressés par un arrêté, soit pour inconduite habituelle ou publique dûment constatée, soit pour infractions aux conditions auxquelles est subordonné leur maintien en liberté.

Dans ce cas, ils seront réintégrés à la prison pour toute la durée de leur peine non écoulée au moment de leur libération.

Art. 4.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 1er avril 1961.

*Le gouverneur,*

Par délégation :

*Le secrétaire général,*

J. HUBER.

---

ARRÊTÉ n° 725 J du 4 avril 1961 *portant désignation des membres du conseil du contentieux administratif.*

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 54-360 du 31 mars 1954 portant réorganisation du conseil du contentieux administratif de la Polynésie française ;

Vu les arrêtés n°s 1891 J du 4 novembre 1959 et 2162 J du 2 novembre 1960 portant désignation des membres du conseil du contentieux administratif,

ARRÊTE :

Article 1er. — Sont désignés en qualité de membres du conseil du contentieux administratif de la Polynésie française :

*Conseillers titulaires :*

M. Montay, conseiller au travail et aux lois sociales ;

M. Bazin, administrateur en chef des affaires d'outre-mer.

*Conseillers suppléants :*

M. Martin-Delahaye, administrateur en chef de la F.O.M.

M. Pambrun, chef du service de l'enregistrement.

Art. 2. — M. Guillon, administrateur en chef des affaires d'outre-mer, inspecteur des affaires administratives, exercera les fonctions de commissaire du gouvernement auprès du conseil du contentieux.

Art. 3. — Le greffier en chef des tribunaux de Papeete exercera les fonctions de secrétaire du conseil du contentieux administratif de la Polynésie française.

Art. 4. — Sont abrogés les arrêtés susvisés n°s 1891 J du 4 novembre 1959 et 2162 J du 2 novembre 1960.

Art. 5.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 4 avril 1961.

*Le gouverneur,*

Par délégation :

*Le secrétaire général,*

J. HUBER.

---

ARRÊTÉ n° 734 AA/F du 4 avril 1961 *rendant exécutoire la délibération n° 61-31 du 16 mars 1961 de l'Assemblée territoriale.*

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

ARRÊTE :

Article 1er.— Est rendue exécutoire la délibération n° 61-31 du 16 mars 1961 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française, portant ouverture de crédits supplémentaires au budget local, exercice 1960.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 4 avril 1961.

*Le gouverneur,*

Par délégation :

*Le secrétaire général,*

J. HUBER.

---

DÉLIBÉRATION n° 61-31 du 16 mars 1961 *portant ouverture de crédits supplémentaires au budget local, exercice 1960.*

L'Assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu le décret n° 46-2379 du 25 octobre 1946 portant création d'une Assemblée représentative dans les Etablissements français de l'Océanie, modifié par la loi n° 52-1175 du 21 octobre 1952 et la loi n° 57-836 du 26 juillet 1957 relatives à la composition et à la formation de l'Assemblée territoriale ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'Assemblée territoriale dans la Polynésie française, modifié par l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 ;

Le Conseil de gouvernement en ayant délibéré au cours de sa séance du 27 juillet 1960 ;

Vu le rapport n° 61-48 en date du 13 mars 1961 de la commission des affaires financières, économiques et sociales ;

Délibérant conformément aux textes précités ;

Dans sa séance du 16 mars 1961,

ADOPTE :

Article 1er. — Un crédit supplémentaire de 1.287.873 CP est inscrit au budget local de fonctionnement, exercice 1960-chapitre 36, article 1 : Contribution aux dépenses des services d'Etat.

Art. 2. — Il sera fait face à cette dépense supplémentaire par l'inscription en recettes au chapitre 14, article 1 du budget local, exercice 1960, d'un prélèvement exceptionnel de CP 1.287.873 sur la caisse de réserve du territoire.

*Un secrétaire,* André PORLIER.

*Le président,* Frantz VANIZETTE.

---

ARRÊTÉ n° 747 AA du 5 avril 1961 *autorisant un relégué à bénéficier des dispositions de l'article 36 du décret du 26 novembre 1885 portant règlementation d'administration publique pour l'application de la loi du 27 mai 1885 sur la relégation des récidivistes.*

Le Gouverneur de la Polynésie française, Commandeur de la Légion d'Honneur,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'article 36 du décret du 26 novembre 1885 portant règlementation d'administration publique pour l'application de la loi du 27 mai 1885 sur la relégation des récidivistes ;

Vu les articles 31 et 34 de l'arrêté n° 1074 AP du 28 août 1951 portant refonte du régime des prisons du territoire ;

Vu l'offre d'engagement reçue par le relégué Teriiterahaumea Mahuruarii, placé à la maison d'arrêt de Papeete ;

Après avis de la commission de surveillance des prisons,

ARRÊTE :

Article 1er.— Le relégué dont le nom suit est autorisé dans les conditions ci-après à quitter l'établissement où il est placé (Maison d'arrêt de Papeete) :

- Teriiterahaumea Mahuruarii dit Mahuru a Paea : sur offre d'engagement de M. Francis Sanford avec résidence à Teahupoo, Tahiti.

Art. 2.— Le présent arrêté pourra être rapporté et le bénéfice des présentes dispositions retiré pour inconduite notoire, rupture volontaire et non justifiée de son engagement ou violation des mesures d'ordre et de surveillance auxquelles les relégués sont soumis.

Art. 3.— La personne ci-dessus désignée qui a engagé un relégué est tenue d'aviser l'autorité administrative, d'une part dans les cas prévus à l'article 2, d'autre part au préalable en cas de résiliation de l'engagement d'accord parties ou de son propre fait.

Art. 4.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 5 avril 1961.

*Le gouverneur,*

Par délégation :

*Le secrétaire général.*

J. HUBER.

---

ARRETE n° 780 AA/AE Plan du 12 avril 1961 *rendant exécutoire la délibération n° 61-34 du 24 mars 1961 de l'Assemblée territoriale.*

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du Territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un Conseil de gouvernement et extension des attributions de l'Assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au Conseil de gouvernement et à l'Assemblée territoriale de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Est rendue exécutoire la délibération n° 61-34 du 24 mars 1961 de l'Assemblée territoriale de la Polynésie française, concernant des virements d'autorisation de programme F.I.D.E.S. tranche 1959 - 1960.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 12 avril 1961.

*Le gouverneur,*

Par délégation :

*Le secrétaire général,*

J. HUBER.

---

DELIBERATION n° 61-34 du 24 mars 1961 *concernant des virements d'autorisation de programme F.I.D.E.S. tranche 1959-1960.*

L'Assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu le décret n° 46-2379 du 25 octobre 1946 portant création d'une Assemblée représentative dans les Etablissements français de l'Océanie, modifié par la loi n° 52-1175 du 21 octobre 1952 et la loi n° 57-836 du 26 juillet 1957, relatives à la composition et à la formation de l'Assemblée territoriale ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un Conseil de gouvernement et extension des attributions de l'Assemblée territoriale de la Polynésie française, modifié par l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 ;

Vu le décret n° 49-732 du 3 juin 1949 relatif au mode d'établissement et à la procédure d'exécution des programmes tendant à la réalisation du plan d'équipement et de développement de la loi n° 46-860 du 30 avril 1946 en son article 15;

Le Conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 25 janvier 1961 ;

Vu l'arrêté n° 407 AAE du 15 février 1961 portant convocation de l'Assemblée territoriale en session ordinaire ;

Vu le rapport n° 61-56 de la commission des affaires financières, économiques et sociales ;

Délibérant conformément aux textes précités ;

Dans sa séance du 24 mars 1961,

Adopte :

Article unique.— Sont autorisés les virements d'autorisation de programme, ainsi que les virements des crédits correspondants, ci-après, objets de la résolution n° 53 du 19 décembre 1960 du comité directeur du F.I.D.E.S.

1. — Affectation au chapitre 3016-3-3, station radio de Mahina de 50.000 Frs C.F.P. inemployés au paragraphe 5 du même article du même chapitre, téléphonie urbaine à Papeete.

2. — Transfert au chapitre 3016-3-2, liaisons Papeete — archipels de 1.300.000 frs C.F.P. inutilisés au paragraphe 5 du même article du même chapitre téléphonie interurbaine Papeete.

3. — Adjonction au crédit existant au chapitre 3020-2-2, école de Tipaerui de 70.000 Frs C.F.P., sans emploi à l'article 1, paragraphe 2 du même chapitre, bâtiment administratif du collège.

*Un secrétaire,* André PORLIER.

*Le président,* Frantz VANIZETTE.

---

RECTIFICATIF n° 675 bis AGR. du 24 mars 1961 *à la décision n° 628 AGR. du 18 mars 1961 portant ouverture d'un concours d'entrée à l'école pratique d'agriculture de Pirae.*

Article 1er § 2.

Au lieu de :

« Les épreuves auront lieu le 23 mars 1961 à 7h au Lycée classique et Moderne Paul Gauguin à Papeete ».

Page LEXPOL 15 sur 17

Lire :

« Les épreuves auront lieu le 24 mars 1961 à 7 heures au Lycée classique et Moderne Paul Gauguin à Papeete. »

Le reste sans changement.

## EXTRAITS

### Pensions, nominations, mutations, congés, etc.

#### FONCTION PUBLIQUE

Par décision n° 727 PEL du 4 avril 1961.— M. Puputauki Martin (Daniel), météorologiste de 6e classe du cadre supérieur de la météorologie, en service au centre principal de Papeete-Faaa est affecté à la station de Mopelia, en remplacement de M. Chavez (Olivier) appelé à d'autres fonctions.

Imputation budgétaire : chap. 31.51 - art. 4 du budget de l'Etat.

Cette mutation s'effectuera par première occasion maritime.

---

Par décision n° 728 PEL du 4 avril 1961.— M. Chavez (Olivier), météorologiste de 7e classe du cadre supérieur de la météorologie, en service à Mopelia est affecté au centre principal de Papeete-Faaa, en remplacement de M. Puputauki Martin (Daniel) appelé à d'autres fonctions.

Imputation budgétaire : chap. 31-51 - art. 4 du budget de l'Etat.

Cette mutation s'effectuera par première occasion maritime.

---

Par décision n° 739 PEL du 4 avril 1961.— Mme Samg Mouit (Tara), institutrice principale de 6e classe du cadre supérieur de l'enseignement, en service à l'école de Pueu (Tahiti) est affectée à l'école de Paofai pour compter du 7 avril 1961, en remplacement de M. Teanini (Tihoti) appelé à d'autres fonctions.

Imputation budgétaire : chapitre 25 - article 3 du budget du territoire.

---

Par décision n° 749 PEL du 6 avril 1961.— La mise en disponibilité sans traitement accordée à Mme Laurens (Mireille), infirmière de 8e classe du cadre supérieur de la santé, est prorogée pour une nouvelle période d'un an pour compter du 1er mai 1961.

---

Par décision n° 751 PEL du 6 avril 1961.— M. Teinaore (Hamuta) dit Louis, moniteur de 8e classe du cadre secondaire de l'agriculture, eaux et forêts et de l'élevage, précédemment en service aux Marquises (5e secteur agricole) est affecté à Tubuai (Australes).

Imputation budgétaire : chapitre 9 - article 5 - parag. 2 du budget du territoire.

L'intéressé rejoindra son poste par la goélette quittant Papeete le 5 avril 1961.

---

Par arrêté n° 755 PEL du 7 avril 1961.— En application des dispositions de l'article 2 de l'arrêté n° 2595 PEL du 16 décembre 1960, M. Wilfrid Lucas, instituteur de 5e classe stagiaire du cadre supérieur de l'enseignement, est reclassé instituteur de 3e classe stagiaire pour compter du 1er janvier 1961.

M. Wilfrid Lucas est titularisé instituteur de 3e classe pour compter du 21 février 1961, date à laquelle il a subi avec succès les épreuves du certificat d'aptitudes pédagogiques.

M. Wilfrid Lucas, déclaré reçu à l'examen professionnel pour l'accès au grade d'instituteur principal en vue de l'inscription au tableau d'avancement de l'année 1961, est nommé instituteur principal de 6e classe pour compter du 21 février 1961.

---

Par décision n° 761 PEL du 10 avril 1961.— M. Temorere (Arthur), météorologiste principal de 6e classe du cadre supérieur de la météorologie, en service au centre principal de Papeete-Faaa est affecté à la station de Tubuai (Australes).

Imputation budgétaire : chap. 31.51 - art. 4 du budget de l'Etat.

Cette mutation s'effectuera par la goélette quittant Papeete fin avril 1961.

---

Par décision n° 763 PEL du 10 avril 1961.— M. Taurua (Tefaumarama) est engagé du 5 au 29 septembre 1960 (inclus) en qualité d'agent de police temporaire, en remplacement de M. Taurua (Marama) titulaire d'un congé annuel cumulé de 25 jours (régularisation).

M. Taurua (Tefaumarama) sera rémunéré sur la base du traitement mensuel de : *Trois mille cinq cent vingt francs* Pacifique (3.520.- CFP), imputable au chapitre 9 - article 1 - paragraphe 1 du budget du territoire.

---

Par arrêté n° 768 PEL du 11 avril 1961.— M. Mariassoucé (Marc Roger), mécanicien de 8e classe stagiaire du cadre secondaire des postes et télécommunications est licencié pour indiscipline à compter du 15 avril 1961.

L'intéressé bénéficiera d'une indemnité représentative de congé égale à 9 jours de traitement mensuel.

---

Par décision n° 770 PEL du 11 avril 1961.— M. Tetuamanubiri (Tetaumatani), infirmier en chef de 3e classe du cadre supérieur de la santé, en fonction au centre médical de Papeete, est mis à la disposition du chef de la circonscription administrative des Iles Australes pour être affecté à Raivavae.

Imputation budgétaire : chapitre 23 - article 8 du budget du territoire.

Cette mutation s'effectuera par première occasion maritime.

---

Par décision n° 772 PEL du 11 avril 1961.— M. Dauphin (Yves), infirmier de 6e classe du cadre supérieur de la santé en fonction à Raivavae (Australes) est mis à la disposition du chef du service de santé pour servir au centre médical de Papeete.

Imputation budgétaire : chapitre 23 - article 2 du budget du territoire.

Cette mutation s'effectuera par première occasion maritime.

---

Par décision n° 774 PEL du 12 avril 1961.— M. Temorere (Arthur), météorologiste principal de 6e classe du cadre supérieur de la météorologie, en service au centre principal de Papeete-Faaa est affecté à la station de Rapa (Australes), en remplacement de M. Lequerré (Jean-Jacques) appelé à d'autres fonctions.

Imputation budgétaire : chap. 31-51 - art. 4 du budget de l'Etat.

Cette mutation s'effectuera par le " Meherio " quittant Papeete le 18 avril 1961.

* * *

## AGRICULTURE - EAUX - FORÊTS

Par décision n° 753 AGR du 6 avril 1961.— Sont admis en qualité d'élèves à l'école pratique d'agriculture de Pirae, pour y suivre la formation professionnelle agricole accélérée, les candidats dont les noms suivent par ordre de mérite :

| | |
|---|---|
| Tefaatau Abel dit Colomès | Brander Klayton |
| Tinorua Vanaa | Neri Dominique |
| Tavita Richard | Estall Philippe |
| Frogier Michel | Teariki Tutehau Pea |
| Tiare Georges | Toofa Wilfred Antony |
| Chan Thing Heng | Faaitoa Papara |
| Tetuanui Victor | Tetoea Jean-Pierre |
| Tanepau Georges | Taufa Célestin |
| Pouira Charles | Tchioung Yao Aliti |
| Raveino Adolphe | Puraga Joseph |
| Cadousteau Emmanuel | Frogier Claude |
| Marere Hiapo | Kehu Tepuhipuhi |
| Tehotu Nahoa | Lehartel Gaston |

* * *

## ENSEIGNEMENT

Par décision n° 711 E du 30 mars 1961.— Pour compter du 1er avril 1961, Mme Pheulpin (Ginette) est autorisée à enseigner au collège Anne-Marie Javouhey (classes primaires et premier cycle du second degré).

* * *

## FINANCES TERRITORIALES

Par décision n° 743 FT du 5 avril 1961.— Mlle Cabral (Anne), secrétaire comptable au service de l'agriculture et des eaux et forêts est nommée, à compter du 13 mars 1961, régisseur de la caisse d'avance de ce service, en remplacement de Mme Radford Rolande (régularisation).

---

Par décision n° 744 FT du 5 avril 1961.— Mlle Cabral (Anne), secrétaire comptable au service de l'agriculture et des eaux et forêts est nommée, à compter du 13 mars 1961, régisseur de la caisse de recettes de ce service, en remplacement de Mme Radford Rolande (régularisation).

* * *

## INSPECTION DU TRAVAIL

Par décision n° 735 IT du 4 avril 1961.— Il est accordé à M. Jean-Baptiste Vernier, un secours remboursable de 38.560 frs CP. Le remboursement s'effectuera par mensualités de 3.000 frs CP à partir du mois qui suit le retour de l'intéressé dans le territoire.

Il est accordé à l'enfant Arthur Nouveau une réquisition de passage par avion Papeete-Paris en classe touriste et une réquisition par voie ferroviaire Paris-Marseille et par voie maritime Marseille-Papeete (2e classe voie ferroviaire et classe touriste voie maritime).

Les frais d'hospitalisation et de soins de l'intéressé en métropole seront à la charge du budget local.

Il est accordé à M. Pierre Dehors, une avance remboursable de 300.000 frs CP. Le remboursement s'effectuera par mensualités de 25.000 frs CP à partir du 1er mai 1961.

Il est fait remise gracieuse du secours remboursable de 30.000 frs CP accordé par décision n° 1052 FT du 25 juin 1959 à M. Tuihani (Fororia) dit Lalo.

Il est accordé à M. Tuihani (Fororia), un secours de 60.000 frs CP remboursable suivant des modalités à fixer ultérieurement. Ce secours fera l'objet de deux versements égaux, l'un au départ de l'intéressé pour la métropole, l'autre, 6 mois après son arrivée en France.

Les présentes dépenses sont imputées au budget local, exercice 1961, chapitre 46, article 3.

---

# AVIS OFFICIELS

## CAISSE CENTRALE DE COOPÉRATION ÉCONOMIQUE

### AVIS N° 373 DE L'OFFICE DES CHANGES

relatif aux assurances maritimes et assurances transport en devises étrangères.

Le présent avis a pour objet de faire connaître les règles auxquelles sont désormais soumis, par modification des dispositions de l'instruction aux intermédiaires n° 222, les contrats d'assurance maritime et d'assurance transport libellés en devises étrangères.

L'instruction aux intermédiaires n° 321 du 6 octobre 1949 est par ailleurs abrogée.

TITRE I — CONTRATS SOUSCRITS AUPRES DES SOCIETES D'ASSURANCE MARITIME ET D'ASSURANCE TRANSPORT DE LA ZONE FRANC OU AUPRES D'ETABLISSEMENTS POUR LA ZONE FRANC DE SOCIETES ETRANGERES DE MEME NATURE.

I — *CONTRATS POUVANT ETRE LIBELLES EN DEVISES ETRANGERES.*

Sont susceptibles d'être libellés en monnaie étrangère les contrats d'assurance couvrant :

— les importations et exportations en provenance ou à destination de l'étranger quelle que soit la procédure utilisée

Page LEXPOL 10 sur 15

— le transit, ou le transport dans des cas autres que ceux visés à l'alinéa qui précède, de marchandises d'origine étrangère
— les transports d'objets personnels appartenant à des non-résidents
— les corps maritimes ou fluviaux étrangers.

II — *EMISSION ET EXECUTION DES CONTRATS*

A — *Emission des contrats*

Les contrats doivent être libellés en une devise d'un pays de la zone de convertibilité traitée sur le marché des changes dans les conditions prévues à l'avis nº 366.

En outre, les expéditions de marchandises à destination ou en provenance d'un pays du groupe bilatéral peuvent donner lieu à l'émission des contrats libellés dans la monnaie de ce pays, lorsque celle-ci est cotée sur le marché des changes dans les conditions prévues à l'avis nº 366.

B — *Paiement des primes*

Les primes doivent être réglées dans la monnaie du contrat, dans les conditions suivantes :

a/ *Assurés non-résidents*

Les assurés non-résidents règlent leurs primes en devises directement à la société d'assurance intéressée ; leur montant est immédiatement transmis par cette dernière au comité central des assureurs maritimes de France.

b/ *Assurés résidents*

Les assurés résidents doivent régler leurs primes :

1 — Soit par achat de devises sur le marché des changes ;
2 — Soit par prélèvement sur les disponibilités de leurs comptes E.F.Ac. Il est rappelé à cet égard, que le montant des primes d'assurances afférentes à des contrats couvrant des marchandises importées sur le vu des licences délivrées dans le cadre de la procédure E.F.Ac. doivent être réglées au moyen des disponibilités des comptes E.F.Ac. de l'importateur.

Les intermédiaires agréés sont autorisés à acheter les devises nécessaires pour le compte des assurés résidents, ou pour les prélever au débit des comptes E.F.Ac. de ceux-ci, sur présentation de la pièce faisant ressortir le montant à régler (police d'assurance ou avenant de ressortie de primes comportant la référence de l'autorisation générale ou particulière habilitant la compagnie d'assurance à émettre des contrats en devises étrangères).

Les devises sont versées au comité central des assureurs maritimes de France pour le compte des sociétés d'assurance bénéficiaires.

c/ *Dispositions communes*

Le montant des primes est porté au crédit de comptes spéciaux ouverts au nom du comité central des assureurs maritimes de France dans les livres d'intermédiaires agréés désignés par celui-ci.

C — *Règlement des indemnités d'assurance*

a/ *Bénéficiaires résidents*

Le règlement de l'indemnité afférente à un contrat d'assurance émis en application du présent avis, dont le bénéficiaire est un résident, doit être effectué dans la monnaie prévue au contrat.

Le montant de cette indemnité est versé par le comité central des assureurs maritimes de France chez un intermédiaire agréé désigné par le bénéficiaire.

Ce dernier dispose d'un délai d'un mois :

— soit pour donner ordre à sa banque de céder les devises sur le marché des changes ;
— soit pour faire présenter par elle une demande d'emploi à l'office des changes, étant entendu qu'au cas où cette demande ne reçoit pas satisfaction les devises doivent être cédées immédiatement.

b/ *Bénéficiaires non-résidents*

Le règlement des indemnités doit être effectué dans la monnaie prévue au contrat ou, éventuellement, dans l'une des monnaies traitées sur le marché des changes lorsque le contrat d'assurance est libellé en une devise d'un pays de la zone de convertibilité.

Toutefois, lorsque l'assuré possède la qualité de résident, que le bénéficiaire de l'indemnité réside dans l'un des pays du groupe bilatéral, et que le contrat a été souscrit en une devise d'un pays de la zone de convertibilité, le montant de l'indemnité doit être cédé sur le marché des changes, le produit de cette cession étant transféré en faveur du bénéficiaire dans les conditions prévues à l'avis nº 367 et aux textes qui l'ont modifié.

c/ *Dispositions particulières*

Dans certains cas, l'indemnité d'assurance est versée à un résident alors qu'elle doit revenir à un non-résident.

Il en est ainsi, notamment, lorsque le règlement de l'indemnité afférente à un contrat couvrant des marchandises exportées à destination de l'étranger intervient alors que les marchandises ont déjà été payées à l'exportateur de la zone franc ou que l'indemnité représente des marchandises en provenance de l'étranger sinistrées en totalité avant leur entrée en zone franc et non encore réglées au fournisseur étranger.

Dans ces hypothèses, l'intermédiaire agréé chez lequel est versé le montant de l'indemnité est autorisé, sur justification de son client, à transférer le montant de l'indemnité en faveur du bénéficiaire définitif dans les conditions prévues au paragraphe b/ ci-dessus.

TITRE II — CONTRATS D'ASSURANCE DIRECTE DITS DE « BOUT EN BOUT »

Le règlement des primes dues en matière d'assurance de risque de guerre au titre des contrats directs dits de « bout en bout » est soumis à l'autorisation préalable de l'office des changes.

Il appartient aux assurés de présenter à l'office des changes leur demande d'autorisation de règlement par l'entremise d'une banque intermédiaire agréée.

*Le directeur général,*
A. POSTEL-VINAY.

## AVIS COMPLÉMENTAIRE

I. — Conformément aux dispositions de l'arrêté du 15 décembre 1952 déterminant le mode et les formalités de bornage des terres de la Polynésie française, il est donné avis de clôture des opérations complémentaires de délimitation et de bornage dans la vallée de VAITEPIHA sise au district de Tautira.

Page LEXPOL 11 sur 15

Pendant le délai de six mois à compter de la parution du présent avis au journal officiel du territoire, toute personne intéressée pourra prendre communication des plans parcellaires déposés au bureau du service topographique (cadastre) avenue Bruat à Papeete, et former opposition, le cas échéant, aux résultats de ces opérations.

A l'expiration du délai de six mois prévu ci-dessus, il ne sera plus reçu d'opposition et le résultat des dites opérations sera définitif.

II. — Il est également porté à la connaissance du public que les parcelles délimitées ci-dessous énumérées et certains droits de co-propriété sont, soit considérés comme biens vacants et sans maître, soit présumés domaniaux.

Toute personne intéressée, pouvant se prévaloir de droits sur ces parcelles, est invitée à présenter ses titres au service du cadastre.

III .— Le présent avis complète celui inséré au journal officiel du 15 août 1960, page 447.

## DISTRICT DE TAUTIRA

| Numéro du plan | Nom des terres | Superficie cadastrée | Titres présentés | Situation juridique apparente |
|---|---|---|---|---|
| 4 | Taraa | 2ha 18a 80ca | Déclaration de propriété en date du 25/10/1888 - Amatahiapo a Oopa v., Teiho a Oopa t. | Succession présumée vacante pour 1/2 |
| 14 | Mataupoo, Teravaio et vallées Autehavahava Matinui | 31ha 94a 40ca | Arrêt de la H.C.T. en date du 20/3/1889, transcrit le 7 août 1928 volume 257 n° 59 Tehaameamea a Moheaa | Succession présumée vacante pour 1/3 de la terre et des vallées |
| 16 | Vallée Tepuna | 19ha 51a 20ca | — do — | Succession présumée vacante pour 1/3 de la vallée |
| 17 | Vallée Tefaaiapua | 12ha 11a 20ca | — do — | - do - |
| 18 | Momona | 7ha 12a 40ca | Arrêt de la H.T.C. en date du 20/3/1889, transcrit le 7 août 1928 volume 257 n° 59 Tehaameamea a Moheaa | Succession présumée vacante pour 1/3 de la terre |
| 24 | Uru et vallée Uru | 13ha 16a 00ca | Déclaration de pté du 4/7/1888 publiée au J.O. du 19 7 1888 n° 517 - Tama a Teiva. Tetuaheeroa a Amahu v. | Successions présumées vacantes pour 2/7e de la terre et de la vallée |
| 26 | Vallée Vaianapa | 19ha 46a 80ca | Arrêt de la H.C.T. en date du 20/3/1889 transcrit le 7/8/1928 vol. 257 n° 59 - Tehaameamea a Moheaa | Succession présumée vacante pour 1/3 de la vallée |
| 35 | Atatunu et vallées Raorahi, Raoiti | 12ha 26a 40ca | Déclaration de pté en date du 23 août 1888 - Taumataura a Manua. | Succession présumée vacante pour 1/2 |

Papeete, le 8 février 1961.

*Le chef du service du cadastre,*

B. LEHARTEL.

## SERVICE DU CADASTRE

### COMPLÉMENT

à l'avis paru au *Journal officiel* de la Polynésie française du 31 mars 1960 pages 211 et 212 et à l'avis rectificatif paru le 15 septembre 1960 page 519, concernant la clôture des opérations cadastrales des vallées de TEMARUA, TAHARUU, HAUMAUA et TAAPUA, à Papara.

| N° des plans parcellaires | Nom de la terre | Surface | Titres présentés | Situation juridique apparente |
|---|---|---|---|---|
| 8 | Lot n° 16 (partie) de l'ancien domaine d'Atimaono dite "Terre Eugénie" | 3ha 32a 60ca | Acte de vente en date du 16/1/1907 pour le compte de M. Martino F. Witt, transcrit vol. 111 n° 11 | Succession présumée vacante |

Papeete, le 8 février 1961.

*Le chef du service du cadastre,*

B. LEHARTEL.

# PARTIE NON OFFICIELLE

## ANNONCES JUDICIAIRES

Etude de Me LEJEUNE, notaire à Papeete.

Suivant acte reçu par Me LEJEUNE, notaire à Papeete, le 29 mars 1961, les associés des ETABLISSEMENTS HERAULT, société à responsabilité limitée au capital de 600.000 francs, dont le siège est à Papeete, Rue Edouard Ahnne, insrite au registre du commerce de Papeete sous le n° 39 du registre analytique,

Ont, à compter du 29 mars 1961, transformé ladite société en société en nom collectif par application de l'article 30 du décret du 27 mars 1929 et de l'article 19 des statuts.

Cette transformation n'a pas entraîné la création d'un être moral nouveau.

Aucune modification n'a été apportée à l'objet de la société, à sa durée, à son siège ni à son capital.

La société conserve sa dénomination de « ETABLISSEMENTS HERAULT », et il y est ajouté la raison sociale de « Germaine LIAUZUN & Cie ».

Sous sa nouvelle forme, la société est gérée par Madame Germaine Aida Blanche FOUGEROUSE, commerçante, demeurant à Arue, épouse de Monsieur Jean Henri LIAUZUN, associée indéfiniment responsable, déjà gérante unique de la société sous son ancienne forme à responsabilité limitée.

Elle jouit, vis-à-vis des tiers, des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'objet social.

Aux termes du même acte, Monsieur Lee Cheong Ah Fou (dit Arthur) CHUNG, comptable, demeurant à Papeete,

Page LEXPOL 12 sur 15

Avenue Clémenceau, a expressément réitéré sa démission de ses fonctions de cogérant verbalement donnée dès le 5 août 1960.

Deux expéditions de cet acte ont été déposées au Greffe des Tribunaux de Papeete, le 14 avril 1961.

Pour extrait et mention :

Me LEJEUNE.

*Notaire,*

---

Etude de Me LEJEUNE, notaire à Papeete.

I.— Par une délibération en date du 23 mars 1961, l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la SOCIETE DES HOTELS TAHITIENS, société anonyme au capital de 12.000.000 de francs CFP divisé en 1200 actions de 10.000 francs chacune dont le siège est à Papeete 306 rue du général de Gaulle, inscrite au registre du commerce de Papeete sous le n° 1550 du registre analytique.

A décidé d'augmenter le capital social de 8.000.000 de francs pour le porter à 20.000.000 de francs, au moyen de l'émission au pair de 800 actions nouvelles de numéraire de 10.000 francs CFP chacune libérables intégralement à la souscription.

Par une délibération en date du même jour, le conseil d'administration a fixé les modalités de détail de l'émission des actions nouvelles.

Le tout ainsi que le constatent les procès-verbaux de ces délibérations dont une copie de chaque a été déposée au greffe des tribunaux de Papeete avant toute souscription, le 30 mars 1961, et une autre annexée à l'acte de déclaration de souscription et versement ci-après relaté.

II.— Suivant acte reçu par Me LEJEUNE notaire à Papeete le 6 avril 1961, les membres du conseil d'administration ont déclaré que les actions nouvelles représentatives de cette augmentation de capital avaient toutes été souscrites et intégralement libérées, ainsi au surplus que le constate l'état des versements et souscriptions annexé audit acte de déclaration.

III.— Les modifications statutaires rendues nécessaires par cette augmentation de capital, définitivement réalisée dès la signature de la déclaration notariée de souscription et de versement, ont été apportées par le conseil d'administration, et mentionnées dans ladite déclaration conformément à la loi et aux statuts.

Deux expéditions de l'acte de déclaration de souscription et de versement avec ses annexes ont été déposées au greffe des tribunaux de Papeete le 14 avril 1961.

Pour extrait et mention :

*Le conseil d'administration.*

---

## GREFFE DES TRIBUNAUX DE PAPEETE

### Registre du commerce

Inscriptions du 22 mars au 7 avril 1961.

Particuliers :

N° 382-A du 22/3/61 : PIU Olivette, épouse MARIASSOUCE Léon - Papeete.

N° 383-A du 27/3/61 : CHEUNG Tsou-Kiou dit Robert - Arue.

N° 384-A du 27/3/61 : TEMAEVA Ernest - Papeete.

N° 385-A du 30/3/61 : MERVIN Elvina, née BUTCHER - Papeete.

N° 386-A du 31/3/61 : FROGIER Albert - Papeete.

N° 387-A du 31/3/61 : MOTE Teriihautemautaiotoa - Teavaro-Moorea.

N° 388-A du 1er/4/61 : DOSDANE Lucien - Fautaua, Papeete.

N° 389-A du 4/4/61 : Aiu SHAM KOUA dit Mahu - Uturoa-Raiatea.

N° 390-A du 4/4/61 : Wee Sheng MU SECK SANG c.i. n° 8303 - Niua-Tahaa.

N° 391-A du 4/4/61 : AH YOU Alfred - Uturoa.

N° 392-A du 5/4/61 : MARAEAURIA Henri Pauhauroa - Pirae.

N° 393-A du 5/4/61 : HART Marcel - Uturoa (Raiatea).

N° 394-A du 5/4/61 : FONG Siou Mi - Papara.

N° 395-A du 7/4/61 : TAURUA Henri Pita - Arue.

Pour extrait :

*Le Greffier en chef,*

G. REID.

---

Etude de Me Jean SOLARI, Notaire à Papeete.

### Première insertion

Suivant acte reçu par Me SOLARI, Notaire à Papeete, le 21 mars 1961, enregistré à Papeete le 22 mars 1961, Volume 80, Folio 66, Numéro 358, Mademoiselle Ofaiteaiterai MANAORE, commerçante, demeurant à Papeete Rue du Marché, a cédé à Monsieur Fou Kon CHIN, commerçant, et Madame Ling You SII LING, son épouse, demeurant ensemble à Papeete, Rue Paul Gauguin,

Un fonds de commerce de débit de boissons exploité à Papeete, Rue du Marché, sous le nom de "BAR LEA", avec tous ses éléments, moyennant le prix de : *Sept cent mille francs* (700.000 Frs).

La prise de possession a été fixée au 15 mars 1961.

Les oppositions, s'il y a lieu, seront reçues dans les dix jours de la dernière en date des publications prescrites par la loi à Papeete, en l'Etude de Me SOLARI où domicile a été élu à cet effet.

Pour première insertion :

Jean SOLARI, *Notaire.*

---

Etude de Me Jean SOLARI, Notaire à Papeete.

### Première insertion

Suivant acte reçu par Me Jean SOLARI, Notaire à Papeete, le 23 Mars 1961, enregistré à Papeete le 24 Mars 1961 volume 80, Folio 70, Numéro 382, Monsieur Léopold CRISTION, hôtelier, demeurant à Pirae, a vendu à la Société "ADOLPH'S S.A.", société à responsabilité limitée dont le siège est à BURBANK (Californie, Etats-Unis d'Amérique) 2110, West Magnolia Boulevard,

Le fonds de commerce d'hôtel-restaurant, exploité à Pirae, sous le nom de "ROYAL TAHITIAN HOTEL", avec tous ses éléments, moyennant le prix de 2.473.088 francs.

La prise de possession a été fixée au 23 Mars 1961.

Ce fonds a pris le nom de "HOTEL ROYAL TAHITIEN".

Les oppositions, s'il y a lieu, seront reçues dans les dix jours de la dernière en date des publications prescrites par la loi, à Papeete, en l'Etude Me SOLARI, où domicile a été élu à cet effet.

Pour extrait et mention.
Jean SOLARI, *Notaire*.

## ANNONCES DIVERSES

24 Mars 1961. Déclaration au Gouverneur de la Polynésie Française. Association des locataires de Tahiti. But: représentation et défense des intérêts des locataires, amélioration de l'habitat. Siège social: chez M. Arnould à Papeete.


EN VENTE A L'IMPRIMERIE OFFICIELLE

**Arrêté n° 54 M.M.**

modifiant la procédure, la composition des commissions et les programmes d'examens conduisant à l'obtention du brevet de capitaine au grand cabotage colonial.

**Prix broché : 25 francs.**

**Code du travail**

Edition mise à jour au 1er novembre 1959

**Prix de la brochure : 100 francs**

**Statistiques douanières**

**Prix : 25 francs**

**Arrêté municipal n° 1**

règlementant la circulation et le stationnement sur le territoire de la Commune de Papeete

**Prix broché : 20 francs.**

**Notes explicatives**

pour servir à l'application du tarif des douanes en Polynésie française

**Prix : 50 francs.**

**Code de la route**

Edition 1960

**Prix broché : 40 francs**

**Arrêtés**

portant réorganisation des cadres supérieurs et locaux des Etablissements français de l'Océanie.

**Prix broché : 20 fr.**

**Décret n° 49-732**

du 3 juin 1949 (F.I.D.E.S.)

**Prix de la brochure : 20 fr.**

**Tarif**

des impôts directs et taxes assimilées.

**Prix : 30 francs**

**Budget Local**

Exercice 1961

**Prix : 250 frs**

**Recueil**

de Textes concernant les Contributions directes et taxes assimilées.

Mise à jour au 17 mars 1960.

**Prix non broché : 125 fr.**

**Affiche**

Loi sur la répression de l'ivresse publique et sur la police des débits de boissons.

**Prix : 15 fr.**


PAPEETE. — IMPRIMERIE OFFICIELLE.

Page LEXPOL 14 sur 15

# SERVICE MÉTEOROLOGIQUE — RÉSUMÉ MENSUEL DU TEMPS — *Mois d'Octobre 1960*

**Situation générale :** Pendant la première décade, le territoire est situé dans un col barométrique et soumis à l'action d'une convergence quasi stationnaire. Les vents de surface sont orientés de NE modéré sur les Tuamotu et les Gambier, à SE modéré sur les Iles de la Société et les Australes. Le temps est généralement pluvieux sur tout le territoire.

Au début de la seconde décade, le territoire est situé sur la face équatoriale d'un puissant anticyclone (1036 mb), dont le centre se déplace de l'W vers l'Est, au Sud du 35e parallèle. L'anticyclone permanent du Pacifique Sud Est se renforce le 13 ; une convergence qui se forme entre ces deux centres d'action, intéresse la Polynésie. Les vents de surface établis d'abord à l'E, tournent à NE, puis Nord, en restant modérés. Temps assez pluvieux sur l'ensemble du territoire entre le 13 et le 16.

Pendant la troisième décade, une zone de convergence quasi stationnaire, est située entre la Polynésie française et les Iles Cook. Le 26, une ondulation prend naissance, puis évolue en dépression qui reste au Sud de nos régions, alors que la convergence, précédée d'une zone préfrontale instable, traverse le territoire d'W en E, sous l'effet de la poussée d'un anticyclone mobile.

Les vents, orientés à l'E au début de cette décade, tournent graduellement au Nord. Les précipitations assez fréquentes à partir du 26, se renforcent considérablement dans la région de Rapa, le 26 et le 27.

**Evolution :** **Du 1er au 3 :** Une convergence, orientée NW/SE, est située entre les Iles de la Société et les Tuamotu.

**Le 3 à 1800 TU :** Un minimum relatif 1011 mb se forme par 22 S et 144 W.

**Le 4 et 5 :** Ce minimum se déplace en se creusant vers le SSE. Il atteint 1003 mb par 26 S et 138 W le 5 à 0000 TU.

**Du 5 au 10 :** La dépression n'intéresse plus la Polynésie, mais la convergence, d'abord active, s'affaiblit graduellement.

**Du 11 au 13 :** Beau temps généralisé.

**Le 14 :** Une nouvelle convergence, orientée E/W, intéresse les Iles de la Société et les Tuamotu.

**Le 15 et 16 :** Un minimum relatif (1009 mb) formé à proximité de Napuka le 15 à 1800 TU, s'éloigne vers l'ESE.

**Du 17 au 20 :** Beau temps, la convergence s'étant éloignée vers l'E.

**Du 21 au 25 :** Une convergence, quasi stationnaire, liée à une dépression circulant au Sud du 30e, intéresse la zone comprise entre les Iles Cook et la Polynésie française. Temps généralement beau sur le territoire.

**Du 26 au 31 :** Une ondulation apparait par 23° 3 et 156° W (1007 mb) le 26 à 00 TU. Elle évolue en dépression, et se déplace vers le SE. Le 31, elle est centrée sur 35 S et 138 W. Sur la Polynésie française, une zone d'instabilité préfrontale donne des précipitations éparses, tandis que la convergence donne d'importantes précipitations sur les Australes.

## PRÉCIPITATIONS A TAHITI ET MOOREA (en dixièmes de millimètre)

| Dates | Pirae | Anae | Faaa | Punaauia | Paea | Papara | Atimaono | Papeari | Vairao | Teahupoo | Tautira | Pueu | Taravao | Taravao (348 m) | Taravao (420 m) | Hitiaa | Tiarei | Papenoo | Haapiti village | Paopao | Afareaitu | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | » | | 36 | » | » | 454 | 153 | 217 | » | 687 | 176 | 59 | 272 | 250 | 225 | » | » | | » | 50 | | |
| 2 | » | | » | » | » | 162 | 432 | 32 | 223 | 492 | 10 | » | 70 | 160 | 155 | » | » | | » | 96 | | |
| 3 | 26 | | 61 | » | 64 | 465 | 385 | 135 | » | 166 | 14 | » | 61 | 33 | 45 | 30 | 19 | | 5 | 204 | | |
| 4 | 1 | | 47 | » | 25 | 27 | 30 | 32 | » | 162 | 16 | » | 11 | 9 | 5 | » | 29 | | 70 | 68 | | |
| 5 | 26 | | 19 | » | 56 | 64 | 112 | 57 | » | 6 | 51 | » | 61 | 72 | 78 | 35 | 57 | | 28 | 22 | | |
| 6 | » | | » | » | 4 | 50 | 29 | 13 | 1400 | 91 | 24 | » | 4 | 11 | 10 | 11 | » | | » | » | | |
| 7 | » | | » | » | 58 | 120 | 152 | 45 | » | 40 | 123 | 780 | 1 | 82 | 185 | 29 | 5 | | » | 3 | | |
| 8 | » | | 126 | » | 242 | 1190 | 1324 | 665 | » | 196 | 297 | » | 702 | 184 | 205 | 308 | » | | 75 | 75 | | |
| 9 | » | | » | » | » | » | » | » | » | 1213 | » | » | » | » | » | » | 483 | | 15 | » | | |
| 10 | » | | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | 92 | » | » | 155 | » | | » | » | | |
| 11 | » | | 2 | » | » | » | » | » | » | » | » | 31 | 165 | 125 | 119 | 3 | 173 | | » | » | | |
| 12 | » | | » | » | » | » | 5 | » | » | » | » | 243 | » | » | » | » | 140 | | » | » | | |
| 13 | » | | 3 | G | 14 | » | 7 | » | » | » | 30 | 9 | 341 | » | » | 210 | 631 | | » | 8 | | |
| 14 | » | | 115 | 524 | 100 | » | 372 | 405 | » | » | 585 | » | 10 | 215 | 225 | 140 | 182 | | » | 299 | | |
| 15 | » | | » | 432 | » | » | » | » | » | 306 | 8 | » | 21 | 47 | 65 | 15 | » | | » | » | | |
| 16 | » | | » | » | » | » | » | » | » | 20 | » | » | » | » | » | » | 98 | | » | » | | |
| 17 | » | | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | | » | » | | |
| 18 | » | | » | » | » | » | G | » | » | » | » | » | 17 | » | » | » | » | | 20 | » | | |
| 19 | » | | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | 35 | | 12 | » | | |
| 20 | » | | » | » | » | » | » | » | » | » | » | 121 | » | » | » | » | » | | » | » | | |
| 21 | » | | » | » | » | » | » | » | » | » | 4 | » | » | » | » | » | 117 | | » | 1 | | |
| 22 | » | | » | » | » | » | » | » | » | » | 8 | 5 | » | » | » | » | » | | » | » | | |
| 23 | » | | » | » | » | » | 45 | » | » | 24 | 3 | » | 63 | 36 | 35 | » | 24 | | 131 | » | | |
| 24 | » | | » | 105 | » | » | 63 | 28 | » | 30 | 38 | 15 | 10 | » | » | » | 15 | | 75 | » | | |
| 25 | » | | 6 | » | » | 104 | » | » | » | 10 | 48 | 63 | 67 | 90 | 90 | » | 41 | | 106 | » | | |
| 26 | 33 | | 152 | » | 125 | 176 | 58 | » | » | 20 | » | 37 | » | 72 | 85 | » | 74 | | 25 | 350 | | |
| 27 | 118 | | 16 | » | » | » | » | » | » | 50 | » | » | 64 | » | » | » | 14 | | » | 20 | | |
| 28 | 33 | | 74 | » | 156 | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | | » | 147 | | |
| 29 | » | | 57 | » | 54 | » | » | » | » | G | 16 | » | 24 | » | » | » | » | | » | 16 | | |
| 30 | » | | » | » | » | 172 | 276 | » | » | » | 36 | » | 28 | » | » | » | » | | 20 | 74 | | |
| 31 | » | | » | » | » | 143 | 217 | 59 | » | 5 | 104 | » | 81 | 78 | 90 | » | » | | » | 313 | | |
| **Total** | 237 | | 714 | 1061 | 898 | 3127 | 3660 | 1708 | 1623 | 3458 | 1721 | 1363 | 2165 | 1464 | 1617 | 936 | 2137 | | 589 | 1746 | | |
| **Nb. de j.** | 6 | | 13 | 3 | 11 | 12 | 16 | 12 | 2 | 17 | 21 | 10 | 21 | 15 | 15 | 10 | 17 | | 13 | 16 | | |
| **Tot. moy.** | 1078 | | 495 | 519 | 803 | 1449 | 2035 | 1594 | 1439 | × | × | 1335 | × | 1865 | 2505 | 2083 | × | | × | × | | |
| **Nb de j. moy.** | 7 | | 8 | 4 | 7 | 9 | 13 | 16 | 9 | × | × | 15 | × | 15 | 19 | 16 | × | | × | × | | |

Page LEXPOL 15 sur 15

SERVICE METEOROLOGIQUE

# RÉSUMÉ DES OBSERVATIONS

*Mois d'Octobre 1960*

| | | Taiohae | Atuona | Napuka | Takaroa | Puka-Puka | Rangiroa | Anaa | Hikueru | Rikitea | Makatea | Bora-Bora | Uturoa | Mopélia | Tahiti(Faaa) | | | | | | | Rurutu | Rimatara | Tubuai | Rapa | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Pluie en 1/10e de mm. | Total | 1080 | 1229 | 1575 | 1822 | | 1327 | | 1370 | 1979 | 2489 | 1931 | 2859 | 946 | 714 | | | | | | | 48 | 1578 | | 5206 | | | |
| | Nb de j. | 9 | 15 | 15 | 13 | | 12 | | 9 | 11 | 16 | 20 | 17 | 15 | 13 | | | | | | | 4 | 12 | | 9 | | | |
| | Tot. moy | 490 | 628 | 1344 | 984 | | 944 | | 1177 | 1957 | 1395 | 1249 | 1962 | 920 | 495 | | | | | | | 969 | 805 | | 2016 | | | |
| | Nb de j. moy | 8 | 10 | 17 | 16 | | 13 | | 14 | 13 | 14 | 15 | 15 | 13 | 8 | | | | | | | 10 | 8 | | 15 | | | |
| Température en °C | Tx | 31.5 | 32.2 | 32.6 | 28.9 | | 34.5 | | 30.0 | 26.6 | 31.2 | 29.0 | 31.0 | 31.3 | 30.3 | | | | | | | 25.8 | 27.4 | | 24.0 | | | |
| | Date | 15 | 16 | 4 | 4 | | 25 | | 3 | 31 | 14 | 13 | 8 | 21 | 25 | | | | | | | 23 | 24 | | 22 | | | |
| | $\overline{Tx}$ | 30.4 | 29.1 | 30.4 | 27.8 | | 31.4 | | 28.4 | 24.1 | 28.9 | 27.7 | 29.0 | 28.7 | 28.4 | | | | | | | 23.9 | 25.4 | | 20.8 | | | |
| | Tn | 20.6 | 20.2 | 21.8 | 22.9 | | 21.9 | | 14.0 | 15.5 | 17.2 | 21.0 | 20.6 | 20.9 | 18.3 | | | | | | | 14.2 | 12.2 | | 10.8 | | | |
| | Date | 5 | 20 | 16 | 15 | | 16 | | 5 | 19 | 14 | 5 | 10 | 7 | 18 | | | | | | | 3 | 2 | | 5 | | | |
| | $\overline{Tn}$ | 22.8 | 21.8 | 24.7 | 25.1 | | 23.8 | | 18.5 | 20.4 | 21.5 | 23.0 | 23.0 | 23.4 | 21.4 | | | | | | | 18.9 | 17.5 | | 16.4 | | | |
| | $\overline{T}$ | 26.6 | 25.5 | 27.6 | 26.5 | | 27.6 | | 23.5 | 22.3 | 25.2 | 25.4 | 26.0 | 26.1 | 24.9 | | | | | | | 21.4 | 21.5 | | 18.6 | | | |
| | Moy | 26.7 | 25.3 | 27.3 | 26.6 | | 27.6 | | 25.7 | 22.5 | 25.6 | 26.0 | 26.9 | 26.7 | 24.9 | | | | | | | 22.5 | 22.0 | | 18.9 | | | |
| | moy. à 08 | 26.5 | 26.7 | 27.5 | 26.7 | | 27.3 | | 26.2 | 22.8 | 25.7 | 25.0 | 25.3 | 25.4 | 25.5 | | | | | | | 21.8 | 21.4 | | 18.8 | | | |
| | 14 | 29.1 | 28.1 | 28.7 | 27.3 | | 29.9 | | 27.0 | 23.2 | 26.8 | 26.6 | 27.0 | 27.6 | 27.2 | | | | | | | 23.1 | 24.3 | | 20.0 | | | |
| | 20 | >< | 23.8 | 25.8 | 26.2 | | >< | | 24.4 | 21.9 | 24.2 | 24.7 | >< | 25.0 | 24.4 | | | | | | | 21.4 | >< | | 18.4 | | | |
| Humidité moyenne en % à | 08 | 82 | 75 | 73 | 78 | | 77 | | 76 | 79 | 84 | 80 | 81 | 82 | 76 | | | | | | | 80 | 84 | | 71 | | | |
| | 14 | 67 | 69 | 69 | 76 | | 68 | | 75 | 79 | 80 | 78 | 75 | 74 | 71 | | | | | | | 74 | 77 | | 68 | | | |
| | 20 | >< | 88 | 81 | 81 | | >< | | 83 | 83 | 88 | 81 | >< | 83 | 81 | | | | | | | 80 | >< | | 74 | | | |

REMARQUES : Total = total des relevés du mos — Nb. de j. = nombre de jours du mois où le phénomène est observé — Tot. moy. = moyenne des totaux du mois de la période d'observations — Nb. de j. moy. = nombre moyen des jours correspondant au Total moyen — Tx. = température maximum absolue du mois — $\overline{Tx}$. = moyenne des maximums journaliers du mois — Tn. = température minimum absolue du mois — $\overline{Tn}$. = moyenne des minimums journaliers du mois — $\overline{T}$. = température moyenne mensuelle — Moy. = moyenne: température moyenne mensuelle de la période d'observations — **A 08, 14 et 20 heures** (fuseau de Tahiti) sont données les moyennes mensuelles de la température et de l'humidité.

**Résumé climatologique :**

**Précipitations :** Elles sont généralement peu excédentaires, sauf à Rurutu où le relevé de ce mois semble anormalement faible. Par contre, à Rapa, la forte précipitation du 27 donne un total important, alors qu'une longue période de ce mois est restée sans pluie.

A Tahiti, les pluies sont assez importantes sur le littoral Sud, mais en moyennes peu différentes des valeurs normales.

**Températures :** En dehors des écarts les plus importants qui sont de — 0, 6° C à Bora-Bora ; — 0, 9° C à Uturoa + 1, 1° C à Rurutu et + 0, 5° C à Rimatara, les valeurs moyennes mensuelles s'écartent peu des moyennes correspondantes des périodes d'observations.

Aucun phénomène remarquable n'a été signalé au cours de ce mois.

*Remarque* : A Taiohae la station a été changée de place le 17 octobre et la correction pour la réduction de la pression au niveau de la mer est passée de + 1, 2 mb à + 2, 00 mb.

N.B. — Les températures minimums d'Hikueru sont douteuses.